Nous avons envers les provinces le devoir de sauvegarder leurs droits. Si le gouvernement fédéral veut s'embarquer dans le domaine médical, en vertu de notre constitution je crois que notre seule prérogative est de voter les sommes requises et ensuite donner aux provinces la liberté entière relativement à l'exécution du programme. L'amendement proposé par le député de Simcoe-Est demande que cette disposition soit clarifiée, et je soutiens qu'il ne s'agit là que de donner suite à la volonté du Parlement telle que celle-ci fut exprimée lorsque le projet de loi fut adopté en deuxième lecture. Le bill n'est pas clair. Dans sa forme actuelle, selon moi, le mot «médecin» pourrait désigner toute personne qui s'occupe de la santé nationale. Si cette définition est clarifiée par le ministre, et s'il disait qu'elle comprend toute personne nécessitant des soins dans le domaine des maladies mentales, des soins dentaires des services d'ostéopathie, de chiropractie, et de physiothérapie, je m'empresserai de reprendre mon siège, et je suis convaincu que le député de Simcoe-Est sera disposé à retirer son amendement.

On critique souvent le Parlement, car on affirme qu'il ne manifeste pas clairement sa volonté aux citoyens. Il y a beaucoup de nos lois qu'ils ne comprennent pas. Je dois avouer que je suis incapable de comprendre certaines de ces lois sans faire un travail et des recherches considérables sur la signification à trouver dans une autre loi ou dans la loi d'interprétation. C'est fort regrettable le Parlement adopte souvent un projet de loi alors que nous ne savons pas quels en seront les effets sur les Canadiens.

En ce qui concerne un projet de loi de finances, il me semble que le Parlement est sur le point de perdre le droit de contrôler le pouvoir exécutif quant aux dépenses du revenu national. Ceci est notre unique occasion de dire comment on doit dépenser l'argent des contribuables. Nous devons lutter au sujet d'un article comme celui-ci, afin que nous sachions comment on dépensera cet argent jusqu'au dernier dollar. J'appuie donc sans réserves l'amendement pour les trois raisons que j'ai données. Par cet amendement, nous donnerons suite aux décisions du Parlement, nous protégerons les droits des provinces et, lorsqu'on adoptera le projet de loi, tous les Canadiens sauront quels sont leurs droits à un régime universel d'assurance frais médicaux.

L'hon. Hugh John Flemming (Victoria-Carleton): Monsieur l'Orateur, les remarques que je vous soumetts doivent forcément s'appliquer dans une certaine mesure au ministre et au gouvernement. C'est une question qu'on doit examiner minutieusement, car cette mesure législative est loin d'être ordinaire.

Elle est spéciale par rapport à toute autre mesure présentée dans cette assemblée ou dans toute autre assemblée dont on a l'honneur d'être membre, parce qu'elle vise à offrir l'assurance-maladie. Ce principe s'applique aux mesures portant sur l'éducation. L'assurance frais médicaux et l'éducation constituent des services et il nous faut, en étudiant de tels projets de loi, dépasser le cadre ordinaire des débats, car ces mesures représentent une situation spéciale. Le bill dont nous sommes saisis tombe, à mon avis, dans cette catégorie.

Le fait que c'est un bill du gouvernement et que le ministre le parraine et le défend à la chambre signifie que le gouvernement était décidé à proposer une mesure qui fournirait le plus de services possibles aux Canadiens. Nous n'avons certainement rien à dire à ce principe. Comme ce point ne prête à aucune controverse, nous devons forcément conclure qu'il nous appartient d'élaborer des voies et moyens pour fournir aux moindres frais possibles ces services aux Canadiens. Je suis partisan du plus grand nombre possible de services pour le peuple à condition d'admettre qu'il en résulte des frais que la population doit acquitter.

On vous demande, monsieur l'Orateur, d'entendre un appel d'une décision que selon moi rien ne justifie. Le ministre devrait tout d'abord accepter toute proposition qui vise à seconder l'objectif du gouvernement et le gouvernement ne va certainement pas soutenir qu'il ne voulait pas donner une portée globale à cette mesure.

• (4.50 p.m.)

L'objet du projet de loi est de fournir une assurance-couverture partielle pour les frais médicaux dans les provinces en conformité des lois provinciales. A mon avis, il faudrait s'entendre pour éviter les chicaneries au sujet de cette disposition. Si le ministre approuve la décision de la présidence et que, pour des considérations d'ordre technique, l'amendement doit être rejeté, j'estime qu'il ergote inutilement.

Monsieur l'Orateur, c'est à vous qu'il incombe de prendre la décision, mais l'amendement est une amélioration très marquée me semble-t-il. Malheureusement, j'étais absent pendant le discours qu'a prononcé hier le député de Kamloops (M. Fulton), mais je l'ai lu et je considère que sa thèse est irréfutable. Si le gouvernement a l'intention de parrainer des mesures qui permettront aux Canadiens d'obtenir les meilleurs soins médicaux, le ministre ne saurait retrancher un iota du discours du député de Kamloops à l'appui de l'amendement.